

CONFÉRENCE DE PRESSE DU COORDINATEUR DU CNAPEST

«Nous allons durcir le ton»

Fort de la réussite de la grève de deux jours à laquelle il a appelé, le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement technique et secondaire (Cnapest) sort ses griffes et menace de durcir davantage le ton si les revendications exprimées ne sont pas prises en charge.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir). Plus que ça, le syndicat autonome s'attaque aux autres organisations de l'éducation qui ont accepté de participer à la grève du 15 janvier, qui, selon le coordinateur du Cnapest, M. Larbi Nouar, «est une pure machination de l'administration

pour faire émerger une force syndicale autonome de façade et créer une alternative à l'UGTA». «Je confirme que les grévistes des 12 et 13 ne prendront pas part à la grève du 15 janvier. Nous avons même tenté de convaincre le CLA de se retirer de cette mascarade afin que l'admini-

nistration n'instrumentalise pas les syndicats autonomes», signale M. Nouar qui dit ne pas croire à la coordination des syndicats mais qu'il travaille en étroite collaboration avec l'intersyndicale autonome de la Fonction publique, qui, elle, est composée de sept syndicats uniquement. M. Nouar, qui a animé hier une conférence de presse pour évaluer le suivi de la grève sur le territoire national, était convaincu de l'ingérence et

de la mainmise du ministère de l'Éducation nationale et de l'administration en général, dans la grève prévue pour demain. Interrogé sur les déclarations du chef du gouvernement, M. Abdelaziz Belkhadem, qui a exprimé sa disponibilité à «discuter avec les partenaires sociaux», le conférencier a indiqué que cette sortie médiatique du chef du gouvernement est rassurante mais confuse. Selon lui, Belkhadem ne révèle pas

l'identité des syndicats avec qui il a l'intention de dialoguer. «Si partenaire social veut dire UGTA et patronat, dans ce cas, les syndicats autonomes seront écartés d'office», dit-il, ajoutant que le Cnapest refuse d'entamer un dialogue de sours avec sa tutelle. «Nous estimons que les négociations doivent être basées sur des choses concrètes. Nous avons pris connaissance de l'avant-projet du statut particulier que nous considérons comme étant une sanction pour les PEST et une restriction de l'action syndicale», a indiqué M. Nouar. Les revendications des enseignants qui consistent en la révision correcte et juste du salaire de l'enseignant et du régime indemnitaire, la gestion de la carrière du professeur, l'accès à la formation, ne figurent pas dans le statut particulier en préparation. C'est pourquoi les enseignants

accélèrent la vitesse de leur action afin que le projet en question ne soit pas adopté et que le régime indemnitaire fasse objet d'une consultation avec les syndicats au lieu d'être un produit élaboré dans les rouages de l'administration. «Nous avons été surpris par une grille des salaires qui a été perçue comme une gifle pour la Fonction publique, alors nous refusons une telle fatalité pour ce qui est du régime indemnitaire», a souligné le conférencier. «Nous n'allons pas nous taire, cette fois-ci jusqu'à l'obtention des résultats à nos revendications. Notre rôle est d'arracher des droits, en toute légitimité», insiste-t-il, en rappelant que cette légitimité a été prouvée sur le terrain par le taux de participation à la grève supérieur à 85% sur tout le territoire national.

R. M.

ALORS QU'ELLE EST LARGEMENT SUIVIE AU NIVEAU NATIONAL

La grève en rangs dispersés à Alger

Au deuxième et dernier jour de la grève menée par le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement technique et secondaire (Cnapest), les lycées d'Alger ont vécu, hier, une sérieuse perturbation due aux divergences d'opinion à l'intérieur même des établissements.

Les rangs des enseignants sont divisés entre le Cnapest et le CLA. A Alger, l'appartenance syndicale est vite repérée. En passant par le lycée Emir-Abdelkader, l'ambiance est ordinaire. Elèves et enseignants vaquent à leurs cours.

La grève du Cnapest est respectueusement commentée. Le taux de suivi de cette grève est gâté car le CLA reste dominante dans la capitale, pour ce qui de la représentativité des lycées. D'ailleurs, nous l'avons constaté dans les chiffres avancés par le Cnapest. Au premier jour de la grève, celui-ci annonce 68 lycées en grève à Alger. Lors de la conférence de presse d'hier, le coordinateur du Cnapest avance une adhésion à leur

mouvement de 60 lycées sur 114 que compte la capitale. Un taux toutefois optimiste pour le Cnapest, souligné par une forte participation au niveau national. L'établissement Ibn-Naas, qui affiche son appartenance au CLA, se voit toutefois bouleversé par une autre grève, celle déclenchée par les élèves de la terminale.

Ces derniers se soulèvent contre le programme pédagogique dispensé, considéré comme très chargé et compliqué. A six mois de l'échéance de l'examen du baccalauréat, les élèves décident de freiner la cadence et de stopper la tension qui pèse sur eux. Ils réclament l'allègement des programmes. Un groupe d'élèves parmi les initiateurs

de cette grève ont été renvoyés, hier, par le chef d'établissement et sont menacés de représailles s'ils continuent à faire de l'agitation. Au lycée, de Jolie-vue, tout comme à celui de Hassiba Ben-Bouali, le mot d'ordre du Cnapest était partiellement suivi, selon l'affiliation syndicale des enseignants. Quelques cours ont été dispensés dans la matinée d'hier dans ces établissements. Se pliant à la majorité des grévistes, la minorité a décidé de se joindre involontairement au mouvement et renvoyer les élèves chez eux pour l'après-midi. Cependant, c'est la paralysie totale aux lycées Amara-Rachid de Ben Aknoun et El-Mokrani. Il s'agit là du fief du Cnapest et la preuve en a été donnée à l'occasion de cette grève. «Nos revendications sont légitimes. Elles sont portées par l'ensemble des enseignants au niveau national. La prochaine fois, la paralysie sera totale»,

nous a indiqué un enseignant à Amara Rachid. «La prochaine fois», c'est aussi la menace du Cnapest pour les semaines à venir. Plus que jamais, ce syndicat est parti pour un mouvement radical et sans détour. «Nous n'allons pas faire de la figuration. Notre action sera prolongée dans le temps. C'est ce qui ressort des PV des assemblées générales tenues durant ces deux jours de grève dans les établissements secondaires», a menacé le coordinateur du Cnapest. Evoquant le taux de suivi de la grève, M. Nouar affiche une grande satisfaction, chiffres à l'appui. 100% d'adhésion à la grève à Sétif, Tipasa, Oued Souf, plus de 85% dans la majorité des wilayas du sud du pays, 70% à Jijel, Ghardaïa et Djelfa, 99% à Oum El Bouaghi... «Le Cnapest n'a plus rien à prouver. Le terrain parle de lui-même», affirme M. Nouar.

R. M.

SITUATION DES DROITS
DE L'HOMME EN ALGÉRIE«Pas convenable !»,
selon Farouk Ksentini

«La situation des droits de l'homme en Algérie n'est pas convenable, même si elle s'est beaucoup améliorée ces dernières années», a reconnu avant-hier le président de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), Farouk Ksentini, lors de son passage au forum hebdomadaire de la télévision algérienne. La situation des droits de l'homme, dont le rapport y afférent sera soumis mercredi au président de la République, traite également de la situation des franges de la société qui ne sont pas prises en charge par la Charte pour la paix et la réconciliation nationale. Il s'agit notamment des ex-détenus des camps du Sud et des citoyens ayant subi des préjudices matériels durant les années de terrorisme. Des cas de figure auxquels «il faut trouver une solution», a plaidé le président de la CNCPPDH. Farouk Ksentini qui a, en outre, indiqué que le rapport évoque aussi la situation sociale des citoyens, qu'il a qualifiée d'«alarmante». Il affirmera à ce propos qu'«une tension importante est perçue en ce qui concerne les droits sociaux», ajoutant que «le logement, l'emploi, la santé et l'éducation sont autant de secteurs qui suscitent notre inquiétude». Une situation exacerbée par la baisse du pouvoir d'achat, «pourant il y a suffisamment d'argent pour améliorer les conditions de vie des Algériens», a-t-il encore noté. Evoquant le problème des harragas, Farouk Ksentini a soutenu que «la situation de la jeunesse est aussi inquiétante en raison de l'absence de perspectives». Il déplorera dans ce sens le recours à l'emprisonnement des candidats à l'émigration après leur arrestation. Interrogé sur l'état d'urgence, le président de la CNCPPDH s'est dit «contre la levée de l'état d'urgence» car «la situation sécuritaire exige des mesures de lutte contre le terrorisme». Concernant le problème des 17 détenus algériens de Guantanamo, devant regagner le pays, Farouk Ksentini a réfuté la thèse consistant à dire que «leurs libertés ne seront pas respectées en Algérie». «Ce qui leur est arrivé à Guantanamo est déjà suffisamment dommageable à leur égard pour que nous puissions aggraver leur situation», a-t-il déclaré. Et d'ajouter : «Leurs libertés seront assurées une fois arrivés en Algérie.» Il a, dans le même sillage, souligné qu'il s'agit de nationaux qui veulent revenir au pays, affirmant que «rien ne peut leur arriver s'ils n'ont pas fait l'objet de poursuites pénales». L'invité de la télévision a profité de cette tribune pour démentir «l'existence de prisons secrètes en Algérie ainsi que la pratique de la torture dans les lieux de détention». A propos de la réforme de la justice, le président de la CNCPPDH a déploré le recours quasisystématique et «abusif» à la détention préventive. Il indiquera dans ce même cadre que 83% des décisions de justice définitives rendues ont été appliquées.

Lotfi Mérard

AÏN-DEFLA

Débrayage en attendant...

La grève dans le secteur de l'éducation a connu un succès relativement important puisque le mot d'ordre de débrayage initié par le Cnapest a été suivi par plus du tiers du corps enseignant concerné, 34% le premier jour et 39% le deuxième jour.

Selon les chiffres obtenus auprès de la Direction de l'éducation, sur les 1 226 professeurs ce sont 430 qui ont observé un arrêt de travail samedi et 520 dimanche. Toujours selon la même source, dimanche matin, de 8h à 10h, sur les 796 enseignants qui devaient assurer leurs cours, 520 d'entre eux ne l'ont pas fait, soit 65,33%. Une grève s'achève et une autre s'annonce pour le 15 janvier; cette fois le mot d'ordre vient des syndicats autonomes qui lancent un appel à tous leurs adhérents de débrayer mardi, le secteur de l'éducation étant lui aussi concerné.

Les syndicats autonomes justifient cet appel à la grève «devant la marginalisation totale, l'accroissement du taux d'inflation, la dégradation continue du pouvoir d'achat et la déception

conséquente à la nouvelle grille des salaires dans la Fonction publique».

La colère gronde même dans les rangs de l'UGTA puisque, selon le président du syndicat d'entreprise de l'éducation, «le recours à la grève ne fait nul doute si le 15 le personnel enseignant ne reçoit pas sa paie». Cette dernière source en l'occurrence, Kouider Bouztane, contacté au siège de la DE dimanche matin, ne cache pas que le corps enseignant est confronté à de nombreux retards. Il cite : «prime de scolarité non versée à ce jour alors qu'elle aurait dû l'être en octobre, allocations familiales et de la femme au foyer, retard dans les promotions...» Pour le directeur de l'éducation contacté à ce sujet, le problème se situe au niveau du contrôle financier, organisme qui, dit-on, «n'a

pas à sa disposition les moyens humains pour contrôler des milliers de situations. Le secteur de l'éducation à lui seul compte quelque 13 000 agents tous corps confondus... Ce qui n'est pas rien...»

Par ailleurs, indique-t-on, la pression est d'autant plus forte que cela coïncide avec

la clôture de l'exercice budgétaire 2007 et l'ouverture et la mise en application de celui de 2008. Ce qui est certain c'est que quelque part on semble oublier qu'au bout de la chaîne ce sont nos enfants qui pâtissent des grèves, de la bureaucratie, du manque de moyens.

Karim O.

ORAN

Le mouvement se renforce

Les lycées d'Oran qui, par le passé, étaient l'un des fers de lance dans les mouvements de protestation des enseignants du secondaire, regroupés derrière le Cnapest, n'ont pas, semble-t-il, perdu de leur volonté, de leur mobilisation et cela en dépit de la naissance d'un syndicat bis, en l'occurrence le Snapest. Durant ces deux journées de protestation, même les grévistes sont montés en puissance dans la plupart des lycées où le Cnapest est majoritaire, parvenant à durcir leur mouvement dans d'autres établissements.

Une vingtaine de lycées ont été bloqués en grande partie par le mouvement de grève alors que du côté de l'administration, l'appréciation est tout autre, puisque l'on évoque un taux de suivi de la grève de 11% seulement, le deuxième jour. Pour le Cnapest d'Oran qui, malgré tout, est parvenu à montrer durant ces deux jours, que dans le corps des enseignants du secondaire, il demeure la première force syndicale, un bilan se fera tout de même pour évaluer le suivi de ce mouvement.

Fayçal M.